

Questions orales

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, si le premier ministre se dit du côté des travailleurs de l'automobile, c'est une première; c'est bien la première fois que ce gouvernement prend la part des travailleurs au Canada.

[Français]

Monsieur le président, ce gouvernement ne gouverne plus. Il a abandonné encore une fois ses responsabilités envers les Canadiens ordinaires à cause de la course au leadership. Les crises à régler immédiatement ne manquent pas. Par exemple, 60 p. 100 des familles dont une femme est le parent vivent dans la pauvreté.

Qu'entend faire le gouvernement pour ces familles dans la misère? Va-t-il les faire attendre parce qu'il n'a pas le temps de s'en occuper?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon amie soulève une question des plus importantes. C'est l'obligation de tous les gouvernements de voir à ce qu'il y ait des solutions durables malgré cette récession internationale qui frappe toutes les économies de l'Occident: l'Angleterre, la France, maintenant l'Allemagne, et j'en passe.

On le fait par la création de nouvelles possibilités d'emplois, en faisant échec à l'inflation, par la baisse des taux d'intérêt, par des réformes des politiques économiques, par l'ouverture de nouveaux marchés pour le Canada, comme le Traité de libre-échange, le Traité de libre-échange avec le Mexique, par le contrôle des dépenses gouvernementales, et j'en passe. Ce sont toutes des politiques auxquelles s'oppose mon amie néo-démocrate. Peut-être, après réflexion, voudra-t-elle changer son fusil d'épaule et songer à accorder l'appui au gouvernement à des politiques qui offrent des rendements quand même impressionnants.

[Traduction]

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Je tiens à dire au premier ministre que la question qui est soulevée aujourd'hui est grave. Le but premier du Parlement est d'obliger le gouvernement à répondre de sa politique économique et il n'y a pas de quoi rire lorsque le gouvernement ne sait pas trop s'il va présenter un budget, si le congrès à la direction du Parti conservateur aura la préséance sur la présentation d'un budget.

D'après le premier ministre, le ministre des Finances n'a jamais laissé entendre, en fait, que le budget, la nécessité de stimuler l'économie, la nécessité de créer des emplois, la nécessité de combattre la pauvreté passent après le congrès à la direction du Parti conservateur.

Je tiens à citer ce que le *Financial Post* fait aujourd'hui dire au ministre des Finances. Voici: «Il faut évidem-

ment tenir compte de la question du choix d'un nouveau chef. Il y aura un nouveau premier ministre en juin." Voilà comment le ministre des Finances laisse entendre qu'il reportera peut-être la présentation du budget», qui se fait déjà attendre depuis longtemps.

Le premier ministre peut-il me dire ce qui a la priorité: stimuler l'économie canadienne, créer des emplois, lutter contre la pauvreté ou faire de la politique partisane aux dépens des Canadiens?

• (1435)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue connaît évidemment la réponse à cette question, qui est la même quel que soit le parti politique qui a l'honneur de former le gouvernement fédéral.

Des congrès à la direction se tiennent à l'occasion, mais le premier devoir du Parlement, le premier devoir du gouvernement fédéral, est de défendre l'intérêt de la nation.

Le ministre des Finances est en train de s'entretenir avec des Canadiens de tout le pays. Je crois qu'il sera à Winnipeg, plus tard aujourd'hui, puis dans l'Ouest, après avoir eu un entretien plus tôt aujourd'hui à Ottawa. L'exercice a pour but de continuer à appliquer une politique qui maintient le taux d'inflation à quelque 1,5 p. 100, soit le plus bas en 30 ans, qui empêche les taux d'intérêt de grimper, qui stimule la croissance économique, et qui encourage le secteur privé qui, à son tour, pourra créer des emplois.

C'est sur ce fondement que nous avons cherché à construire une prospérité croissante et c'est sur ce fondement que nous allons continuer de le faire.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, il y a une semaine, le ministre des Finances a déclaré qu'«il allait présenter un budget sévère.» C'est ce qu'il a dit.

Le ministre a soutenu que ce budget était nécessaire parce qu'on prévoyait un moins-perçu au chapitre des recettes au Canada. Il a ajouté qu'il voulait calmer la nervosité des milieux financiers internationaux. Si ces raisons étaient valables il y a une semaine, on peut supposer qu'elles le sont encore aujourd'hui. Le premier ministre va-t-il mettre les choses au clair aujourd'hui, non seulement pour la communauté internationale, mais aussi pour les Canadiens et va-t-il leur dire qu'un programme économique doit vraiment être présenté sous peu? Dira-t-il aux Canadiens que le gouvernement a des priorités clairement établies et que l'achat d'hélicoptères superflus au prix de 6 milliards de dollars sera compris dans cette nouvelle politique économique et ce budget qui doit être présenté incessamment à la Chambre des communes?